

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1982)
Heft: 663

Artikel: Colonel suisse et SS
Autor: Cornuz, Jeanlouis
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1013335>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 13.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Pierre Wellhauser dans tous ses états

On l'aimait bien Pierre Wellhauser, le conseiller d'Etat genevois et libéral chargé du Département de l'intérieur. Élément mineur de l'équipe gouvernementale de son canton avec son collègue radical Borner, il avait l'avantage sur ce dernier de connaître ses limites et de ne pas se prendre trop au sérieux. Tandis que le radical organisait ses journées avec pour souci principal de soigner son image de marque — combien de photos dans les quotidiens du lendemain? — Pierre Wellhauser, ministre de l'agriculture, sacrifiait avec une certaine bonhomie aux devoirs de sa charge, tournée des pintes du canton, notamment, pour y rencontrer maires ou adjoints, tout ce que le petit monde agricole genevois compte de notabilités. Le conseiller d'Etat aux champs.

Au nombre des points noirs, il y avait bien la présidence de cette délégation du Conseil d'Etat au logement où ses collègues Ducret et Vernet l'avaient propulsé, avec le secret espoir sans doute que, Pierre Wellhauser occupant cette position stratégique, plus rien ne se ferait. On doit à la vérité de dire que le calcul s'est révélé exact.

Récemment, la certitude qu'il ne se soumettrait pas à nouveau au vote populaire avait accru encore la liberté d'expression de Pierre Wellhauser, particulièrement vis-à-vis du monde politique et même de son parti.

Et tout à coup, le dérapage. Victime unique, l'Alma Mater genevoise. L'offensive s'ouvre par un premier diagnostic, lâché devant un journaliste de «La Suisse» et une bouteille de Moulin-à-Vent: «Tous les professeurs d'Université sont des préretraités qui vivent dans une tour d'ivoire, sauf les médecins» (on n'est jamais trop prudent). L'affirmation étonne un peu dans la bouche d'un magistrat aussi efficace et audacieux.

Survient la manifestation «logement» de vendredi dernier au centre de la ville de Genève, manifestation qui dégénère, barbouillages au spray à haute dose et déprédations systématiques. Et pour l'occasion, l'analyse spectrale de Pierre Wellhauser atteint des sommets: là où tous les observateurs avertis avaient vu à l'œuvre essentiellement des casseurs bien connus, le conseiller d'Etat voit des étudiants. Et du haut de sa fonction (récente) de président du Conseil d'Etat, il laisse tomber que tout nouvel étudiant confédéré ou étranger devrait faire la preuve qu'il a un logement avant de prétendre à être immatriculé à l'Université. Et d'ajouter sur sa lancée que les manifestants devraient être, eux, expulsés de l'Université.

On aurait pu attendre davantage de discrétion de la part de celui qui, sur le plan politique, porte les responsabilités que l'on sait au chapitre de la crise du logement. Mais non, magistrat peu efficace mais humain, Pierre Wellhauser voit rouge dès que l'occasion se présente de mettre en cause l'Université. Comme si, à ce stade-là de sa carrière, la bonde avait lâché, la bonde d'un ressentiment profond contre une institution qui n'est pas la sienne.

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Colonel suisse et SS

J'aime bien les mots croisés. Et vous?

Dans un des derniers «24 Heures», de bien jolies choses:

«Partisan du désordre.» — il fallait trouver Anar...

«Problème auquel les femmes surtout attachent une grande importance.» — il fallait trouver vestimentaire!

Perdent pas leur temps, les frères!

D'autres non plus, d'ailleurs, mais en un autre sens: Claude Cantini, l'auteur de *Le Fascisme italien à Lausanne*, m'écrit ceci:

«La lecture d'un tout récent ouvrage («*Le SS italiane*» par Lazzero Ricciotti, Milan, Rizzoli, 1982) m'a donné l'occasion d'apprendre (page 36) que le deuxième et dernier commandant des 20 000 Italiens qui, à la fin de 1943, jurèrent fidélité à Adolf Hitler et se spécialisèrent ensuite dans la chasse aux maquisards du nord de l'Italie, était un Suisse.

»Il s'agit de Johann-Eugen von Elfenau, né le 18 août 1897 dans le village zurichois de Hausen a/Albis. Officier de carrière et frontiste, le colonel von Elfenau commandait encore en 1940, malgré ses idées, un régiment de l'armée suisse; puis, non content de sa carte du parti national-socialiste, passe en Allemagne et s'engage dans les SS. A signaler que huit cents autres Suisses feront de même à la même époque.

»Reçu à bras ouverts par Himmler qui le nomme officier d'état-major de la «8. SS-Kavallerie-Division Florian Geyer», le futur «SS-Obergruppenführer» von Elfenau est chargé dans cette unité tristement célèbre de *nettoyer* le territoire polonais et russe; ce qu'il fait sans pitié jusqu'aux portes de Moscou, semant sa route de cadavres de partisans et de villages incendiés avec leurs habitants.

»Installé en décembre 1943 dans la région de Vérone à la tête de la «29. Waffen-Grenadier-Division der SS (Italienische Nr. 1)», il sera capturé par les Américains à Bolzano/Bozen en mai 1945.»

«J'ignore la suite», ajoute gentiment Cantini. Le lecteur l'imaginera, au gré de sa fantaisie personnelle — neuf chances sur dix, sans doute, qu'il ait été exécuté. Mais une petite chance tout de même qu'il ait fini tranquillement sa vie en qualité de PDG de quelque chose ou de rentier en Amérique du Sud.

A ce propos, vous connaissez l'histoire de l'officier allemand qui rentre de captivité, vers 1950, et demande des nouvelles?

«L'amiral Doenitz? — Il est à Berlin... — A Berlin? Qu'est-ce qu'il fait à Berlin, un amiral?! — En prison. — En prison? Le pauvre homme! Il n'était pourtant pas nazi... Et le général Speidel, l'ami de

Stulpnagel? — A Paris! — En prison? — Non! chef de l'Etat-major de l'OTAN. — Belle carrière! et le général Müller? l'*alter ego* de Guderian... Panzer-Müller, comme on l'appelait? — Il est à Ottawa. — A l'OTAN? — Non. En prison. — Ah! ha! Et le général Groener, le conseiller de von Rundstedt? — Il est à Bonn... — En prison? — Non! Ministre de la Défense!»

Sur quoi l'officier demande à être admis dans une maison de repos.

J. C.

OBJECTIF SUBJECTIF

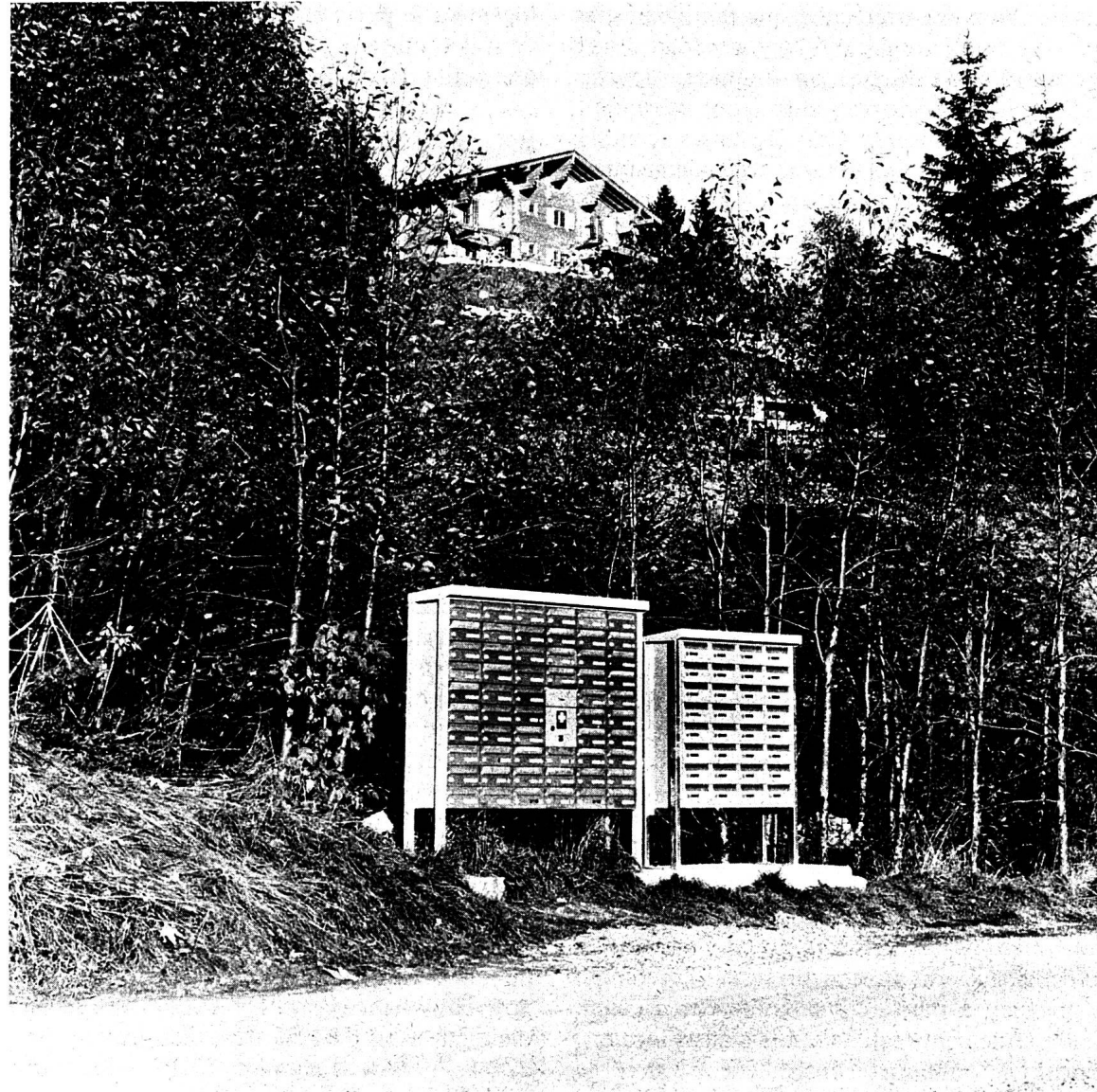
Helena Mach

EN BREF

N'allez surtout pas confondre Rudolf Friedrich, docteur en droit, révélé aux foules admiratives dernièrement à l'occasion que l'on sait, auteur d'un exposé présenté le 4 février 1982, sur invitation de la Banque Hofmann AG, à l'Hôtel Savoy Baur en Ville à Zurich sur «La défense nationale dans le champ des tensions politiques» (Landesverteidigung im politische Spannungsfeld) et Ernst Friedrich, auteur d'un livre publié en 1926 sous le titre «Krieg dem Kriege! Guerre à la guerre! War Against War! Krig mot krigen!» Le prénom est différent et d'autres choses aussi...»

* * *

Situation financière tendue à la SSR, le refrain n'est pas nouveau: à l'ordre du jour, entre autres, la diminution à moyen terme des effectifs du personnel administratif, la promotion accrue de la publicité (nouvelle casquette pour le directeur général de la SSR, celle de président de la SA pour la publicité à la télévision: l'arbitrage entre les exigences du programme et celles de la publicité se fera dorénavant entre Schürmann Leo et Leo Schürmann). Tout n'est pas si sombre, cependant: le nouveau président central, le très radical et neuchâtelois Richter élargera au nouveau régime d'«indemnités», entré en vigueur à la fin de l'année passée, avec une augmentation de 50%, de Fr. 10 000.— à Fr. 15 000.—; dame, il fallait bien ça pour attirer à un tel poste une des têtes pensantes de l'horlogerie suisse.



Bol d'air montagnard: l'intendance suit